[Prénom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 01/11/2026

Demande de mise aux normes du logement loué situé [adresse]

Madame, Monsieur,

Je suis locataire du logement situé [adresse], que j'occupe depuis le [date d'entrée] au titre du bail signé le [date du bail]. Je me permets de vous écrire car ce logement ne répond pas aux normes de décence exigées par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002, pris en application de l'article 6 de la loi du 6 juillet 1989.
J'ai en effet constaté plusieurs désordres qui affectent ma sécurité et mes conditions de vie quotidiennes. Je vous les décris ci-dessous, pièce par pièce, afin que vous puissiez en apprécier la nature exacte :
- [Préciser les problèmes de sécurité : installation électrique défectueuse, absence de détecteur de fumée, serrure hors d'usage, etc.] ;
- [Préciser les problèmes d'humidité : infiltrations, moisissures apparentes sur les murs, etc.] ;
- [Préciser les autres manquements : chauffage défaillant, fenêtres non étanches, ventilation insuffisante, etc.].
En qualité de bailleur, vous êtes tenu de me fournir un logement décent et d'y réaliser les travaux nécessaires à son maintien en bon état, conformément à vos obligations légales. Je vous demande donc de faire exécuter les réparations correspondant à ces désordres dans un délai de [préciser le délai, par exemple deux mois] à compter de la réception de ce courrier. Vous trouverez ci-joint [photos datées, constat de commissaire de justice, diagnostic, etc.] attestant l'état réel du logement.
Je vous remercie de bien vouloir m'indiquer par écrit les mesures que vous comptez prendre ainsi que le calendrier prévu pour les travaux. Je précise que je continue, de mon côté, à régler mon loyer et que je n'entends pas suspendre ce paiement, ce qui m'exposerait à une procédure. À défaut de réponse ou en cas de refus de votre part, je me réserve la possibilité de saisir la commission départementale de conciliation, puis, le cas échéant, le tribunal judiciaire compétent, qui peut ordonner les travaux sous astreinte et accorder une réduction de loyer.
Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prénom][NOM]

Signature